



TERMES DE REFERENCE

Pour le recrutement d'un consultant pour la mise en place d'un Centre de commandement tactique des opérations de la Police Nationale d'Haïti (PNH)

UNITE	Gouvernance
FONCTION	Mise en place d'un Centre de Commandement Tactique (CCT) des opérations de la Police Nationale d'Haïti (PNH)
LIEU D'AFFECTATION	Port-au-Prince
DUREE	15 jours sur une période de 6 mois
DATE DE MISE EN OUVRE DE LA FONCTION	Février 2022

CONTEXTE

L'histoire récente d'Haïti a été marquée par une aggravation de l'insécurité politique et socio-économique, de la corruption et de la violence liée aux gangs armés. Les institutions étatiques n'ont pas la capacité de fournir des services sociaux de base, notamment dans certains quartiers populaires défavorisés de la zone métropolitaine. L'inefficacité structurelle enracinée, le manque de transparence et l'ingérence politique dans le système judiciaire ont conduit à un sentiment d'injustice généralisé. Depuis 2018, la crise politique s'est intensifiée, avec l'éclatement de manifestations de masse exigeant la responsabilité du gouvernement et culminant avec l'assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021. Selon une étude récente de la Harvard Law School et de l'Observatoire haïtien des Droits de l'Homme, les informations actuellement accessibles au public révèlent la nature ciblée et systématique des attaques, fournissant ainsi une base raisonnable pour déduire que des acteurs étatiques et non étatiques pourraient avoir commis des crimes contre l'humanité. La réponse de l'État à ces événements s'est largement révélée insuffisante au niveau tant stratégique que tactique, notamment la réponse de la Police Nationale d'Haïti (PNH) en termes de planification, de commandement et de contrôle des opérations afin de prévenir voire de réprimer la violence communautaire imposée par les gangs armés, ou d'intervention immédiate de sécurisation des quartiers après les attaques criminelles.

S'agissant de la violence communautaire, elle est devenue une telle routine qu'elle s'impose comme un moyen légitime d'interaction sociale, créant ainsi des obstacles au contrat social et à la construction de la cohésion sociale au sein des communautés locales. L'établissement de nombreux gangs armés et les fréquents affrontements entre gangs rivaux pour étendre leur territoire d'influence, sont autant de symptômes de l'absence de l'autorité de l'État et d'une société fragmentée, laissant le champ libre pour ces gangs armés d'acquérir une légitimité voire de devenir

prestataires de services sur le plan local. Par ailleurs, les politiciens, les chefs d'entreprise, les contrebandiers et les trafiquants de drogue tirent également des avantages de l'emprise des gangs sur les populations locales, de la protection à l'intimidation pour le pouvoir, entraînant une instabilité accrue. Ces liens obscurs contribuent à la résilience des gangs et subvertissent l'autorité de la PNH ; toute chose qui constitue un défi majeur pour l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables en Haïti. Le contrôle du territoire est l'une des principales motivations de l'extension de l'influence des gangs armés et leur présence tend à être corrélée avec des niveaux élevés de crimes graves, y compris les enlèvements, les homicides et les épisodes de violence à caractère politique.

Les femmes sont également victimes de ces crimes graves et particulièrement exposées à l'exploitation par les groupes armés, y compris à la violence sexuelle et sexiste dans le cadre des processus d'initiation pour rejoindre les gangs ou des crimes sexuels commis par les membres des gangs. Elles sont perçues comme un bien et une expression de pouvoir par les chefs de gangs.

Acceptés par une bonne frange des secteurs public, privé et informel, ces gangs sont dans certains cas mieux équipés que les forces de sécurité qu'ils défient et mettent parfois en déroute, à l'instar de l'opération manquée du 12 mars 2021 à Village de Dieu ayant occasionné la perte de cinq (5) policiers et des blessures sur d'autres. Parmi les facteurs expliquant l'émergence des gangs figurent le besoin de sécurité de la communauté, la concentration des populations vivant dans des bidonvilles marginalisés, l'inégalité croissante et la marginalisation de secteurs entiers de la société haïtienne et le vide des institutions étatiques chargées de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les gangs se transforment souvent en agents sociaux et en leaders communautaires qui font du travail social et, dans certains cas, gèrent même des écoles, des hôpitaux, des orphelinats, des cantines communautaires, des activités socioculturelles et sportives, palliant ainsi l'absence de l'État.

Par conséquent, pour saper les gangs haïtiens, il faut à la fois une forte volonté politique et des initiatives ascendantes efficaces, visant à démanteler leur emprise structurelle sur les communautés locales en fournissant des structures alternatives de gouvernance et de prestation de services. Le présent projet de renforcement de la planification, du commandement et du contrôle des opérations de la PNH en est un volet important, tout comme la mise en œuvre généralisée des activités de la police communautaire dans les zones sous influences des gangs armés.

Il est à noter que cette crise et l'instabilité généralisée ont entraîné des répercussions sur toutes les institutions de l'État, y compris sur la Police Nationale d'Haïti. Par ailleurs, la montée en puissance de groupes controversés tels que " Fantom 509 ", composé d'anciens policiers révoqués voire de policiers actifs qui ont choisi de passer par la violence en prétendant défendre les intérêts de la corporation policière est une autre préoccupation qui a entraîné une perte de confiance croissante de la population envers la PNH. A cet égard, il sera important d'initier des activités pouvant contribuer à renforcer la capacité de l'institution policière et à la reconnecter à la population pour rétablir sa confiance. La PNH a besoin pour cela d'un soutien urgent pour renforcer ses initiatives de lutte contre les gangs armés et de sûreté et sécurité, par ce renforcement de sa capacité de planification, de commandement et de contrôle des interventions visant le démantèlement des gangs armés ou tout au moins la réduction de leur influence sur les quartiers et zones urbaines vulnérables.

Le PNUD facilitera la génération de nouvelles méthodes d'action et de nouvelles connaissances à la disposition des policiers, adaptées au contexte haïtien actuel, en favorisant la planification stratégique et l'innovation pour faire face aux transformations urgentes afin de parvenir à une

coexistence pacifique et à l'utilisation de la non-violence comme mécanisme de négociation entre les acteurs politiques et sociaux. Le PNUD et le BINUH mobiliseront également leur réseau mondial d'experts internationaux en matière de police, de sûreté, de sécurité, de droits de l'homme et de protection des communautés pour l'atteinte des objectifs.

La PNH en tant qu'institution de sécurité publique a reconnu l'existence de ce défi. Pour ce faire, l'institution policière envisage de prioriser la mise en place d'un Centre de Commandement des Operations (CCO) au niveau de la Direction Générale de la Police Nationale d'Haïti (PNH). Le consultant aura ainsi a soutenir la PNH dans cette démarche cruciale tout en gardant a l'esprit, l'importance tactique de renforcer les Postes de Commandement des Operations (PCO) existant au niveau de la Direction Centrale de la Police Administrative (DCPA) et de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) et des Postes de Commandement Départementaux (PCD) quasi inexistants au niveau des Directions Départementales. Ces activités supplémentaires feront l'objet d'une consultance spécifique lorsque les fonds seront disponibles

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS

Les objectifs poursuivis par la mise en place d'un tel dispositif seront actualisés par le consultant. Le principe moteur du Centre de Commandement Tactique est le suivant : le CCT sera activé en cas d'opération importante de courte durée nécessitant un besoin de coordination entre les unités déployées sur le terrain et aussi en cas d'événements importants de durée plus ou moins longue nécessitant une coordination des services engagés sur les lieux de la crise/

Ainsi le consultant aura comme tâche dans un premier temps de :

- 1- Produire un état de situation du dispositif de planification et de commandement des opérations de police déjà existant ;
- 2- Produire un état des lieux des directives et manuels de procédures administratives existantes ;
- 3- Produire l'organigramme du CCT incluant le commandement stratégique et tactique, la transmission, la visualisation d'images, l'appui technique, la communication et l'ordre public ;
- 4- Faciliter l'élaboration de procédures d'activation du CCT selon l'approche par niveau et le mode de fonctionnement lies;
- 5- Les besoins en équipement pour une mise à niveau au seuil minimal du CCT ;
- 6- L'opérationnalisation (en mode actif) d'une cellule au niveau décisionnel permettant :
 - a. L'identification des services/unités impliqués dans le CCT selon le niveau ;
 - b. L'identification d'une chaîne de commandement permettant d'assurer la direction et la priorisation des actions ;
 - c. La fourniture d'informations requises pour un CCT fonctionnels et les méthodologies de diffusion des informations ;
 - d. L'identification des mécanismes permettant d'assurer la coordination avec les autres institutions impliquées.
- 7- L'opérationnalisation (en mode veille) d'un CCT permettant :

- a. La préparation efficace des situations de crise notamment en assurant le support logistique ;
- b. La supervision des actions de prévention de sécurité.

OBJET ET CONTENU DES PRESTATIONS DU CONSULTANT

Objectif des prestations

Le Consultant aura pour mission générale d'assister les autorités de la PNH dans la mise à jour du dispositif actuel de planification, de commandement et de contrôle des opérations pour une mise en route optimale.

Détail des prestations

Cette mission comprend les activités d'assistance suivantes :

- a. Proposition de modernisation et d'opérationnalisation du Centre de Commandement Tactique;
- b. Révision et mise au point des objectifs en tenant compte des priorités de la PNH ;
- c. Définition des moyens de fonctionnement opérationnel minimum selon les niveaux de gestion de crise/d'événements ;
- d. Elaboration du manuel de procédures opérationnelles de gestion de crise, concernant les interventions de la PNH et des autres partenaires ;
- e. Facilitation de la mise en place d'un système d'information géographique et de cartographie de crise ;
- f. Facilitation de l'identification des équipements et de services nécessaires au fonctionnement du CCT, notamment la spécification fonctionnelle des équipements techniques nécessaires, dont téléphonie, logiciels, etc. ;
- g. Faciliter l'aménagement minimal nécessaire pour les locaux dédiés ;
- h. Organisation, supervision des séances d'exercices de simulation de crise.

Livrables à produire par le Consultant

Les documents et livrables sont les suivants.

- a. Stratégie et plans d'actions succincts du CCO ;
- b. Projet d'organigramme et de Directive Générale portant attributions, organisation et fonctionnement de ces dispositifs de planification, de commandement et de contrôle des opérations ;
- c. Manuel opérationnel des CCO et instructions y relatives ;
- d. Cahier des charges des équipements à acheter et avis de conformité à la réception de ces derniers ;
- e. Programme et documents de formation ;
- f. Programme mode opératoire et compte-rendu des exercices de gestion de crise.

DUREE ET LIEU DE LA MISSION

La durée totale de la mission du consultant est estimée à 3 semaines réparties en 6 mois.

La mission sera basée à Port au Prince

SUPERVISION

Le Consultant fera le reporting au Team Lead Etat de droit et aura pour mission générale d'assister les autorités de la PNH dans la mise à jour du dispositif actuel de planification, de commandement et de contrôle des opérations pour une mise en route optimale.

EXPERIENCES ET FORMATION

Formation

Diplôme universitaire du niveau bacc (ou équivalent) en droit, en criminologie, ou en sciences administratives relatives aux enquêtes ou tout autre domaine pertinent. A défaut, un diplôme universitaire du niveau de bacc de qualifications académiques appropriées et d'une expérience confirmée dans le domaine de l'application de la loi, en particulier dans le domaine opération tactique policière pourrait être accepté en lieu et place de la Maîtrise.

II. Années d'expérience:

Au moins 7 ans de travail de programmation logistique policière et mise en œuvre d'initiatives d'appui à la réforme de la police, de préférence avec spécialisation en commandement opérationnel ;

- Une expérience avérée de travail avec le système des Nations Unies et les partenaires étatiques au niveau local sera considéré comme un avantage
- Une expérience en maintien de l'ordre au sein d'une organisation policière à titre de cadre
- Une familiarité avec les contextes fragiles et post-conflit ;
- Une expérience avec le Programme des Nations Unies pour le Développement.

III. Langues:

La maîtrise orale et écrite du français est indispensable ; la connaissance pratique de l'anglais est un atout.

IV. Compétences:

- Connaissances approfondies en technique policière ;
- Connaissance du domaine de la Sécurité ;
- Connaissance des concepts, principes et outils liés à la formation dans le domaine policier ;
- Expertise en change management, savoir mener à bien un projet de réforme.

MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement sera scinde en 3 sections: 40% sur reception livrables #1, #2 et #4; 30% sur livrables #3 et #5 et un versement final de 30% sur livrable #6